



## CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

### Préambule et définitions

Les présentes conditions générales de vente régissent les relations contractuelles entre KN Communication, ci-après dénommé « Le Prestataire » et toute personne physique ou morale qui achète une prestation de conseil ou passe commande sur le site internet du Prestataire, ci-après dénommée « l'Acheteur ».

Les présentes conditions générales de vente s'appliquent dans le cadre de l'achat de prestation de conseil ou de vente en ligne de produits et services proposés par le Prestataire. Les présentes conditions générales de vente détaillent l'ensemble des obligations des parties.

L'Acheteur est réputé les accepter sans réserve.

Le Prestataire et l'Acheteur conviennent que les présentes conditions générales de vente régissent exclusivement leur relation.

Le Prestataire se réserve le droit de modifier les conditions générales de vente, sous réserve d'en informer préalablement l'Acheteur. Les CGV applicables à la vente réalisée sont celles qui s'affichent sur le site au moment de la vente.

Les présentes conditions générales de vente seront applicables dès leur mise en ligne et s'appliquent à toute commande par l'Acheteur sur le site internet [www.kn-communication.com](http://www.kn-communication.com) ci-après dénommé « le Site ».

## **Article 1 - Objet**

Les présentes conditions générales ont pour objet de définir les droits et obligations des parties dans le cadre de la vente en ligne de produits et services proposés par le Prestataire à l'Acheteur.

Toute commande passée vaut adhésion et acceptation pleine et entière aux présentes conditions générales de vente.

## **Article 2 – Prise de connaissance et acceptation des CGV**

Les présentes conditions générales de vente sont consultables sur le site [www.kn-communication.com](http://www.kn-communication.com). En conséquence, l'Acheteur est réputé avoir pris connaissance et accepté les présentes conditions générales de vente.

L'Acheteur déclare avoir la pleine capacité juridique lui permettant de s'engager au titre des présentes conditions générales de vente.

En passant commande auprès de KN Communication ou sur le site [www.kn-communication.com](http://www.kn-communication.com), l'Acheteur déclare avoir pris connaissance des présentes conditions générales et particulières, le cas échéant, et accepte toutes les dispositions et règles établies sans aucune réserve ou garantie autre que celles stipulées ci-dessus.

Si une condition de vente s'avérait être inapplicable, elle serait considérée être régie par les usages en vigueur, i.e. les bonnes pratiques honnêtes du secteur de la vente à distance en France.

## **Article 3 – Prise de commande**

L'Acheteur a la possibilité de passer sa commande en ligne, à partir du Site.

L'Acheteur doit choisir l'offre qui lui convient puis cliquer sur le bouton de commande. Toute commande vaut acceptation des prix, des descriptions des produits et des services disponibles à la vente ainsi que des présentes conditions générales de vente.

Dans des cas d'empêchement de réaliser la vente, notamment défaut de paiement, adresse erronée ou autre difficulté survenue sur le compte de l'Acheteur, le Prestataire se réserve le droit de bloquer la commande jusqu'à la résolution du problème. Dans ce cas, tout rallongement du délai de livraison ne saurait être imputable au Prestataire.

Pour toute question relative au suivi d'une commande, l'Acheteur doit contacter le Prestataire par courrier électronique à : [karine@kn-communication.com](mailto:karine@kn-communication.com).

**KN Communication**

SIRET 88897310400019 - NAF 7022Z

TVA intracommunautaire : FR63888973104

## **Article 4 – Modification de la commande**

Toute modification d'une commande doit être faite dans les mêmes formes que la commande initiale. Toute annulation de la commande rend acquises à KN Communication les sommes payées par l'Acheteur, sauf accord entre les parties et exception faite de l'exercice du droit de rétractation, le tout sans préjudice des indemnités que l'Acheteur pourrait réclamer devant les tribunaux du fait de cette annulation.

## **Article 5 – Informations sur les services**

Les produits et services régis par les présentes conditions générales sont ceux qui figurent sur le site internet du Prestataire et qui sont indiqués comme vendus et livrés par le Prestataire.

Les produits et/ou les services sont décrits et présentés de la façon la plus honnête possible. Toutefois si des erreurs ou omissions ont pu se produire dans les présentations, la responsabilité du Prestataire ne pourrait être engagée, sauf cas de tromperie manifeste.

Le Prestataire ne pourra être tenu responsable d'aucun problème lié ou survenu du fait de l'interprétation des produits et services vendus sur le Site.

Le Prestataire se réserve le droit de retirer des produits et services de la vente à tout moment.

Le Prestataire se réserve également le droit de modifier à tout moment et sans préavis le contenu du site ou des produits et/ou des services qui y sont disponibles, et/ou de cesser de manière temporaire ou définitive d'exploiter tout ou partie du site.

L'Acheteur reconnaît que le Prestataire ne saurait être tenu responsable de quelque manière que ce soit envers lui ou tout tiers du fait de ces modifications, suspensions ou cessations.

## **Article 6 – Prix**

Le prix de vente est exprimé en euros hors taxes.

Le Prestataire se réserve le droit de modifier ses prix à tout moment mais s'engage à appliquer les tarifs en vigueur indiqués au moment de la commande.

Le paiement de la totalité du prix doit être réalisé lors de la commande. À aucun moment, les sommes versées ne pourront être considérées comme des arrhes ou des acomptes.

## **Article 7 – Mode de Paiement**

Pour les commandes en ligne, l'Acheteur passe commande sur le Site.

Le paiement est exigible à la date de la commande. Après avoir cliqué sur le produit de son choix, l'Acheteur doit régler sa commande via PayPal ou Carte bancaire. La sécurité offerte est donc celle assurée par ces prestataires de paiement.

L'Acheteur garantit au Prestataire qu'il dispose des autorisations éventuellement nécessaires pour utiliser le mode de paiement choisi par lui, lors de la validation du bon de commande.

Le Prestataire se réserve le droit de suspendre toute gestion de commande et toute livraison en cas de refus d'autorisation de paiement par carte bancaire de la part des organismes officiellement accrédités ou en cas de non-paiement.

Le Prestataire se réserve notamment le droit de refuser d'effectuer une livraison ou d'honorer une commande émanant d'un Acheteur qui n'aurait pas réglé totalement ou partiellement une commande précédente ou avec lequel un litige de paiement serait en cours d'instruction.

Pour les commandes de prestation de conseil, un devis sera transmis à l'Acheteur qui devra le retourner signé avec la mention "Bon pour accord", accompagné d'un acompte, afin de valider la commande. Le règlement final de la commande devra être effectué sous 30 jours à réception de la facture.

## **Article 8 – Modalités de livraison**

Pour les commandes en ligne, une fois que le service aura reçu la confirmation du paiement par l'organisme bancaire du Prestataire, l'Acheteur sera contacté par le Prestataire afin d'exécuter la commande.

L'Acheteur recevra également un email récapitulant ses informations de commande et une facture.

## Article 9 – Droit de rétractation

Conformément à l'article L.121-20 du code de la consommation, l'Acheteur dispose d'un droit de rétractation de 14 jours francs à compter de la validation de sa commande initiale pour notifier au Prestataire, sans pénalité, sa rétractation et obtenir le remboursement des sommes versées.

Le Prestataire s'engage, à réception de cette notification, à rembourser l'Acheteur par tout moyen dans un délai de 14 jours.

Conformément à l'article L.221-21 du Code de la consommation et afin de mettre en œuvre ce droit de rétractation dans les conditions des articles L. 221-18 et suivants du Code de la consommation, l'Acheteur peut l'exercer au moyen d'une déclaration dénuée d'ambiguïté (par exemple, lettre envoyée par la poste ou courrier électronique). L'Acheteur peut aussi l'exercer en envoyant un email à [karine@kn-communication.com](mailto:karine@kn-communication.com) et est invité à remplir le formulaire type de rétractation :

### Modèle de formulaire de rétractation :

*(Veuillez compléter et renvoyer le présent formulaire uniquement si vous souhaitez vous rétracter du contrat)*

À l'attention de Institut de la Gastronomie Végétale – Service après vente

Je/Nous\* vous notifie/notifions\* par la présente, ma/notre\* rétractation du contrat portant sur la vente du bien ci-dessous.

N° Client :

N° Commande :

Commandé le\*/ Reçu le\* :

Nom/Prénom :

Adresse :

Signature :

Date :

*\* à choisir selon votre situation*

Le Prestataire adressera un accusé de réception de la demande de rétractation du Client par e-mail.

Par exception et par application de l'article L 221-28 du Code de la Consommation, les ventes pleinement exécutées portant sur les produits et/ou des services immédiatement consommés avant expiration du délai de rétractation, notamment les ventes de produits, de livres ou autres supports téléchargés, ne pourront faire l'objet d'un droit de rétractation.

**KN Communication**

SIRET 88897310400019 - NAF 7022Z

TVA intracommunautaire : FR63888973104

## **Article 10 – Force Majeure**

Toutes circonstances indépendantes de la volonté des parties empêchant l'exécution dans des conditions normales de leurs obligations sont considérées comme des causes d'exonération des obligations des parties et entraînent leur suspension.

La partie qui invoque les circonstances visées ci-dessus doit avertir immédiatement l'autre partie de leur survenance, ainsi que de leur disparition.

Seront considérés comme cas de force majeure tous faits ou circonstances irrésistibles, extérieurs aux parties, imprévisibles, inévitables, indépendants de la volonté des parties et qui ne pourront être empêchés par ces dernières, malgré tous les efforts raisonnablement possibles. De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, outre ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et des tribunaux français : le blocage des moyens de transports ou d'approvisionnements, crises sanitaires de nature à créer un blocage de transports et/ou d'approvisionnements, tremblements de terre, incendies, tempêtes, inondations, foudre, l'arrêt des réseaux de télécommunication ou difficultés propres aux réseaux de télécommunication externes aux clients.

Les parties se rapprocheront pour examiner l'incidence de l'événement et convenir des conditions dans lesquelles l'exécution du contrat sera poursuivie. Si le cas de force majeure a une durée supérieure à trois mois, la commande sera considérée comme annulée et le Prestataire remboursera l'Acheteur, déduction faite des frais légitimes engagés par le Prestataire.

## **Article 11 – Non-validation partielle**

Si une ou plusieurs stipulations des présentes conditions générales sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

## **Article 12 – Non-renonciation**

Le fait pour l'une des parties de ne pas se prévaloir d'un manquement par l'autre partie à l'une quelconque des obligations visées dans les présentes conditions générales ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

## **Article 13 – Titre**

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un des titres figurant en tête des clauses, et l'une des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

## **Article 14 – Loi applicable**

Les présentes conditions générales sont soumises à l'application du droit français, à l'exclusion des dispositions de la Convention de Vienne. Il en est ainsi pour les règles de fond comme pour les règles de forme. En cas de litige ou de réclamation, l'Acheteur s'adressera en priorité au Prestataire pour obtenir une solution amiable.

En cas de différend qui n'a pu être solutionné entre l'Acheteur et le Prestataire de gré à gré et conformément à l'Article 211-3 du Code de la Consommation, l'Acheteur peut saisir un médiateur de la consommation, indépendant et impartial, pour résoudre le différend.

Si le différend persiste néanmoins, l'Acheteur pourra engager une procédure devant le Tribunal de Commerce de Paris.

Paris, le 13.02.2023 – © KN Communication